



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
de Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Chalon-sur-Saône

Le 23 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BOUHET**

LES BRUYERES FOUGEANTS  
71140 CHALMOUX

Références : AC/MV/2022/C\_043

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2022 dans l'établissement BOUHET implanté LES BRUYERES FOUGEANTS 71140 CHALMOUX. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUHET
- LES BRUYERES FOUGEANTS 71140 CHALMOUX
- Code AIOT dans GUN : 0005401772
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière exploitée par SA G.BOUHET à Chalmoux a fait l'objet d'une nouvelle autorisation environnementale en 2021 afin de poursuivre et étendre la surface l'extraction de matériaux destinés principalement aux travaux routiers (pour 28 ans). L'exploitation se poursuit donc conformément aux nouvelles prescriptions imposées à l'exploitant.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 4.3.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier préalable aux travaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1.8.3	/	Sans objet
Gestion de l'établissement-1	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.1.3	/	Sans objet
Gestion de l'établissement - 2	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.1.4	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.2	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.3	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.4	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.5	/	Sans objet
Dossier préalable aux travaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.6	/	Sans objet
Bilan périodique	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 10.4.1	/	Sans objet
Règle d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1.7	/	Sans objet
Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 3.1.6.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble et sur les points contrôlés, l'inspection n'a pas relevé de graves manquements. Les travaux préliminaires à la mise en exploitation dans le cadre du nouvel arrêté d'autorisation environnemental ont été réalisés correctement.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Dossier préalable aux travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1.8.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début des travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;</li> <li>• la valeur datée du dernier indice public TP01.</li> </ul> <p>Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.</p> <p>Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans.</p>

<b>Constats</b> : Un acte de cautionnement solidaire émis par la société ATRADIUS relatif à l'autorisation préfectorale du 30/06/2021 pour la carrière de Chalmoux d'un montant de 336 083 euros pour la période du 30/06/2021 au 29/06/2026 a été transmis à la préfecture.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**Nom du point de contrôle** : Gestion de l'établissement - 1

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.1.3
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Surveillance du site
<b>Prescription contrôlée</b> : L'exploitation du site doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.
<b>Constats</b> : La surveillance de la carrière de Chalmoux est assurée par le directeur d'exploitation des carrières de la société SA BOUHET.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**Nom du point de contrôle** : Gestion de l'établissement - 2

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.1.4
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Période de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée</b> : Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7 h à 18 h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.
<b>Constats</b> : Les plages horaires de fonctionnement de la carrière sont fixées dans les consignes et documents organisationnels de la société de 07h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 du lundi au vendredi. Ces horaires sont également affichés à l'entrée de la carrière.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**Nom du point de contrôle** : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.1
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Information des tiers
<b>Prescription contrôlée</b> : Avant le début des travaux, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.  Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site. L'exploitant se mettra en relation avec les services de voirie compétents pour renforcer la signalisation sur la route départementale 60 aux abords de l'accès à la carrière en vu d'avertir du danger de sorties fréquentes de poids lourds et de réduire la vitesse limite autorisée.
<b>Constats</b> : Un panneau mis en place à l'entrée de la carrière depuis la route départementale indique les renseignements relatifs à l'autorisation d'exploiter.  Des panneaux indiquant le débouché de la carrière sur la RD 60 bordant le site sont en place dans les deux sens de circulation.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bornage
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li> <li>• le cas échéant, des bornes de nivellement.</li> </ul> <p>Le procès-verbal de bornage est joint au dossier préalable aux travaux d'extraction définit à l'article 2.3.6.  Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<b>Constats :</b> Le bornage du périmètre des surfaces autorisées en extension a été réalisé par le cabinet de géomètre-expert ADAGE. Il a fait l'objet d'un procès-verbal en date du 26 juillet 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, clôtures et barrières
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes dans le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risque de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.</p>
<p><b>Constats :</b> La périphérie de la carrière est clôturée de fils barbelés (4 rangs) et une barrière ferme l'accès unique à l'installation en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction de pénétrer dans la carrière sont signalés par des pancartes placées le long de la clôture et à l'entrée du site (« Chantier interdit au public » et « Danger tir de mines »).</p> <p>Le bassin de récupération des eaux de ruissellement sur la carrière est clôturé et des pancartes indiquent le risque de noyade. Une bouée avec une ligne de vie est présente à proximité du bassin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1er, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.
<b>Constats :</b> La route départementale 60 bordant la carrière est topographiquement plus basse que le carreau de la carrière. Une bande délaissée de terrains topographiquement plus haut que le carreau de la carrière est en périphérie de l'emprise dans le secteur qui borde la route départementale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à la voirie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.  Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires.  L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique.
<b>Constats :</b> Le débouché de la carrière est en enrobé raccordé à la chaussée de la RD60. Il est signalé dans les deux sens de circulation.  La carrière est équipée d'un débourbeur/laveur de roues en sortie de carrière au niveau de la bascule.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dossier préalable aux travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier préalable aux travaux d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite dans la surface en extension, l'exploitant est tenu d'adresser au Préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant : <ul style="list-style-type: none"><li>• le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre 1.8 du présent arrêté ;</li><li>• les documents attestant de l'exécution des mesures prévues au chapitre 2.3 du présent arrêté ;</li><li>• le plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière visé à l'article 5.1.2 du présent arrêté.</li></ul> L'exploitant notifie au préfet et au Maire de la commune concernée la mise en service de l'installation.

<b>Constats</b> : L'exploitant a transmis un dossier préalable aux travaux d'extraction à la préfecture le 19 août 2021 comprenant les documents exigés.
<b>Observations</b> : Le maire de la commune de Chalmoux doit être destinataire d'un courrier l'informant de la mise en service de la carrière dans le cadre du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Bilan périodique

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 10.4.1
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Plan d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,</li> <li>• les bords de la fouille,</li> <li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des stocks de matériaux,</li> <li>• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• le positionnement et les hauteurs des fronts,</li> <li>• les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant de l'activité,</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li> </ul>
<b>Constats</b> : Le dernier plan d'exploitation de la carrière à l'échelle 1/1000 en date de décembre 2021 a été présenté par l'exploitant.
<p><b>Observations</b> : Il a été noté les insuffisances suivantes à corriger dans le prochain plan d'exploitation périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• échelle ou format papier ne permettant pas d'inclure toute la surface autorisée et ses abords,</li> <li>• absence d'orientation,</li> <li>• absence de bornes,</li> <li>• insuffisances de points de nivellement significatifs,</li> <li>• matérialisation du cours d'eau périphérique à réaliser.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

### Nom du point de contrôle : Règle d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. La limite du périmètre d'exploitation en partie Nord de l'emprise autorisée correspond à la cote 280 m du terrain naturel.
<b>Constats :</b> Les bords des fronts actuels sont à plus de 10 m des limites du périmètre autorisé. Un piquetage de la limite d'exploitation Nord correspondant à la cote 280 m NGF a été réalisé dans les secteurs en cours d'exploitation. L'exploitant indique qu'un retrait de 10 m par rapport à cette limite Nord est prévu pour l'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 4.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire étanche de ravitaillement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et le stationnement des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche, entourée par un caniveau (ou en pointe diamant) reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l.
<b>Constats :</b> L'exploitation de la carrière est effectuée avec deux engins mobiles (1 pelle hydraulique et une chargeuse sur roues). Lors de la visite, il a été constaté que la superficie de l'aire étanche est insuffisante pour le stationnement protégé des deux engins.
<b>Observations :</b> La surface de l'aire étanche de ravitaillement et de stationnement prolongé des engins doit être en capacité d'accueillir tous les engins simultanément et intégralement. Si besoin l'aire doit être entourée totalement ou partiellement d'une bordure permettant de retenir les déversements accidentels de produits liquides dangereux qui pourraient déborder de la surface, en fonction de son aménagement (pentes, superficie, volumes à retenir).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 3.1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Compte tenu du volume de production autorisé supérieur à 150000 tonnes/an pour la carrière, l'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau ou bénéficiant d'une nouvelle autorisation, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (type a) ;</li><li>• le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (type b) ;</li><li>• une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (type c).</li></ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un bon de commande daté du 19/01/2022 pour la réalisation des mesures de retombées de poussières dans l'environnement suite à la proposition du bureau d'études Sciences Environnement mandaté pour le suivi.</p> <p>La proposition du bureau d'études a défini un plan de surveillance composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une jauge témoin à l'Ouest de l'emprise autorisée susceptible de ne pas être impactée par l'activité de la carrière (jauge type a),</li><li>- une jauge en limite d'autorisation au Sud sous les vents dominants (jauge type c),</li><li>- trois jauges à proximité des premières d'habitations sous les vents dominants les plus proches du site (au Nord, Sud et Nord-Est) (jauges type b).</li></ul> <p>La première campagne de mesure est prévue en février 2022.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant transmettra le rapport de la première campagne de mesures de retombées de poussières de 2022 à l'UiD.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>